

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

BORIS JOHNSON POUR-SUIT SA CONVALESCENCE À L'HÔPITAL

Atteint du Covid-19, le Premier ministre britannique Boris Johnson poursuivait hier sa convalescence à l'hôpital après sa sortie des soins intensifs, ses compatriotes étant eux encouragés, à l'approche du week-end ensoleillé de Pâques, à respecter le confinement, avant une probable prolongation.

"Le Premier ministre est retourné dans un autre service de l'hôpital et poursuit sa convalescence, qui est toujours à une phase initiale", a déclaré son porte-parole. "Son moral reste très bon", a-t-il ajouté, précisant que son retour aux commandes de l'exécutif dépendrait de "l'avis de son équipe médicale".

POUTINE REPARLERA BIENTÔT À TRUMP

Vladimir Poutine a annoncé hier qu'il reparlerait bientôt à Donald Trump de coopération pour lutter contre la pandémie de Covid-19 et ses effets sur l'économie mondiale. Le président russe, au cours d'une visioconférence avec les astronautes et les cosmonautes de la Station spatiale internationale, a estimé que la qualité du partenariat russo-américain dans le domaine spatial devait servir de modèle face au coronavirus.

BURUNDI : PRÉSERVÉ PAR "LA GRÂCE DIVINE", LA VIE SUIT SON COURS

Au Burundi, longtemps préservé du Covid-19 par "la grâce divine", la découverte des trois premiers cas la semaine dernière n'a eu aucune incidence sur la vie de tous les jours, le pouvoir y voyant plutôt une nouvelle occasion pour "le bon Dieu" de manifester sa "puissance". Il y a quelques jours, devant un parterre de plusieurs centaines de cadres du parti au pouvoir (CNDD-FDD), son secrétaire général et candidat à la prochaine élection présidentielle, toujours programmée le 20 mai, s'est voulu rassurant.

Des élus réclament la libération de Kamerhe

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

"**H**umiliation", "arrestation arbitraire". Des élus proches de Vital Kamerhe, directeur de cabinet et principal allié politique du président congolais Félix Tshisekedi, ont demandé sa "libération immédiate" hier, au lendemain de son incarcération sous mandat d'arrêt provisoire.

"Nous exigeons la libération immédiate et sans condition" de M. Kamerhe, ont demandé dans un communiqué les députés de l'Union pour la nation congolaise (UNC) dont M. Kamerhe est le président. Ces députés (16 sur 500) "déplurent l'arrestation et la détention arbitraire" ainsi que "l'humiliation" subie, selon eux, par leur chef de file.

Depuis la prison centrale de Makala, M. Kamerhe a invité ses partisans au "calme", a rapporté l'un de ses proches, Me Gabin Lulendu, sur la radio onusienne Okapi.

Dans un communiqué daté de jeudi, le premier président de la Cour de cassation a annoncé "le renvoi en bloc après la période de l'état d'urgence de toutes les affaires en instruction".

L'Assemblée nationale et le Sénat doivent se réunir pour siéger en Congrès la semaine prochaine afin de statuer sur les modalités d'application de cet "état d'urgence" décrété par le chef de l'Etat face à la pandémie de coronavirus, a indiqué le président du Sénat, Alexis Ntambwe Mwamba.

Figure centrale de la vie politique congolaise, M. Kamerhe a été placé sous "mandat d'arrêt provisoire" mercredi soir après avoir été entendu pendant plus de six heures par le parquet dans le cadre d'une enquête anticorruption ouverte pour mauvaise gestion présumée de fonds publics, a indiqué une source judiciaire.

Agé de 61 ans, ancien président de l'Assemblée nationale (2006-2009), M. Kamerhe a été nommé directeur de cabinet au lendemain de l'investiture du président Tshisekedi le 24 janvier 2019.

M. Kamerhe s'était désisté en faveur de M. Tshisekedi avant l'élec-



Vital Kamerhe aux arrêts depuis mercredi.

tion présidentielle du 30 décembre 2018, qui a marqué la première alternance pacifique dans l'histoire du Congo. Les deux hommes ont

scellé un accord politique pour constituer leur plate-forme Cap pour le Changement (Cach), qui gouverne la RDC en coalition avec

les forces politiques de l'ex-président Joseph Kabila, majoritaires au Parlement et dans les institutions.

Un allié de poids en disgrâce ?



Tshisekedi-Kamerhe, une alliance qui prend de l'eau ?

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Coup de théâtre mercredi soir avec l'arrestation d'un homme politique de premier plan. Vital Kamerhe, directeur de cabinet et principal allié politique du président de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi.

M. Kamerhe, ancien président de l'Assemblée nationale, a été

transféré à la prison centrale de Makala dans le cadre d'une vaste enquête anti-corrupcion supposée marquer le "renouveau" de la justice dans la lutte contre l'impunité des élites. C'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un directeur de cabinet de la présidence est arrêté.

Figure centrale de la vie politique congolaise, il a été placé sous "mandat d'arrêt provi-

soire" après avoir été entendu pendant plus de six heures par le parquet dans le cadre de cette enquête sur la mauvaise gestion présumée de fonds publics. Nommé directeur de cabinet au lendemain de l'investiture du président Tshisekedi, M. Kamerhe devait s'expliquer sur l'utilisation de fonds publics destinés au financement des grands travaux lancés par le nouveau chef de l'Etat après son arrivée au pouvoir. Ainsi que la passation des marchés et le décaissements des fonds, selon plusieurs sources.

Parfois qualifié de "président-bis", M. Kamerhe s'était désisté en faveur de Félix Tshisekedi avant l'élection présidentielle du 30 décembre 2018. Les deux hommes ont scellé un accord politique pour constituer leur plate-forme Cap pour le Changement (Cach), qui gouverne la RDC en coalition avec les forces politiques de l'ex-président Joseph Kabila.